

## EXAMEN DU BAC

# «La prime de surveillance sera triplée»

**Le ministre de l'Education nationale, Boubekur Benbouzid, semble satisfait du «rangement» effectué dans sa grande demeure. C'est en tout cas ce qu'il a laissé entendre lors de la clôture des travaux de la conférence nationale des directeurs de l'éducation de wilaya qui s'est tenue du 12 au 14 du mois courant à Alger.**

Le ministre dira que le premier souci de son département est l'évolution de la qualité de l'éducation. En assurant que des progrès ont été réalisés par le secteur, il dira qu'à cette date, «80% de l'ensemble des programmes pédagogiques ont été achevés». Et d'ajouter que «c'est dans les normes mondiales».

Les limites des programmes étant fixées, c'est sur cette base que seront déterminés les sujets du baccalauréat. Le

ministre soutiendra que tous les moyens pédagogiques ont été réunis afin d'assister les candidats dans la préparation de leur examen.

L'objectif serait d'atteindre un taux de réussite des plus élevés. Ainsi, quelque 600 000 candidats, dont plus de 326 000 issus de la réforme, se présenteront à cet examen.

Cette année, les candidats seront soumis à un choix entre deux sujets et ce, dans toutes les

matières, a soutenu le ministre lors de son intervention. Une nouveauté offrant un maximum de chances de réussite. D'autant plus que les limites des programmes pour les candidats au baccalauréat ont exceptionnellement été fixées.

S'exprimant en marge de cette rencontre, le ministre a affirmé que toutes les dispositions seront prises pour veiller au bon déroulement des examens du bac. Il a assu-

ré que les établissements scolaires resteront ouverts jusqu'à la veille de l'examen, soit jusqu'au 6 juin. «Des cours de soutien seront dispensés aux candidats», ajoutera le ministre de l'Education.

Concernant la fuite des sujets, il dira que le personnel de surveillance sera renforcé. «Il y aura entre 3 et 5 observateurs par centre.» Par ailleurs, la prime de surveillance sera «triplée», souligne le ministre. Enfin, Benbouzid

semble déjà oublier le feuillet des grèves observées par les enseignants tout au long de l'année scolaire.

«Il y a eu très peu de grève», a-t-il affirmé, en rappelant ses conséquences sur les élèves. Ce dernier estime que la coordination des efforts entre les syndicats, la tutelle et les parents d'élèves a joué un grand rôle dans l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

W. Z.

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

# 100 milliards de dinars octroyés à la recherche scientifique

**Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rachid Harraoubia, est revenu, hier, lors d'une conférence de presse, sur la stratégie de développement et de réforme de son secteur. Il a déclaré à cette occasion que le statut particulier nouvellement élaboré est le résultat d'une concertation avec les principaux syndicats du secteur.**

**F-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Les principales dispositions contenues dans les nouveaux statuts particuliers concernent les enseignants chercheurs, les enseignants hospitalo-universitaires et les chercheurs permanents. Pour ceux de la première catégorie, le ministre a précisé qu'ils ont

bénéficié du renforcement de la nomenclature des corps par les grades A et B pour les maîtres-assistants et les maîtres de conférences en plus du grade de professeur émérite ainsi que la création de postes supérieurs fonctionnels. Pour les enseignants hospitalo-universitaires, il s'agit du ren-

forcement de la nomenclature des corps par les deux grades A et B pour les docents en plus du grade de professeur émérite.

Enfin, pour ce qui est des chercheurs permanents, ils bénéficieront de la concrétisation du principe d'intégration des personnels chercheurs dans le statut général de la Fonction publique ainsi que de la possibilité de recrutement aux différents corps des personnels chercheurs offerte à tout candidat issu d'un autre secteur d'activité justifiant des titres et critères scientifiques requis. Le ministre dira, en outre, que

la prise en charge des pré-occupations des enseignants est une priorité pour le secteur en vue notamment de la valorisation des ressources humaines.

Le premier responsable du secteur dira qu'il s'agit d'introduire graduellement le système LMD avec comme principaux objectifs de la réforme, l'amélioration de la qualité de la formation, une lisibilité améliorée des diplômes nationaux ainsi qu'une meilleure intégration du produit de la formation supérieure dans le marché du travail. Le ministre évoquera aussi l'ouverture de la

formation supérieure à l'initiative privée. Ainsi, les nouvelles dispositions de la loi visent à assurer un encadrement juridique pour la création d'établissements privés de formation supérieure, et ce, à travers un cahier des charges préétabli.

Concernant ce dernier point, M. Harraoubia précisera que les établissements publics d'enseignement supérieur ne sont pas concernés par la privatisation. Selon lui, il s'agit d'avoir un maximum de garanties pour un enseignement de qualité, et les détails du cahier des

charges seront précisés dans les prochains jours dans le *Journal officiel*. Il précisera, toutefois, qu'à ce jour, aucune demande d'agrément n'a été formulée. Par ailleurs, 100 milliards de dinars ont été octroyés à la recherche scientifique en vue, notera le ministre, de se rapprocher des standards internationaux. Il s'agit aussi de l'implication à l'horizon 2025 de 28 000 enseignants chercheurs et de 4 500 chercheurs permanents pour l'exécution des programmes nationaux de recherche.

F-Z. B.

## LA NOUVELLE POLITIQUE D'EMPLOI SERA OPÉRATIONNELLE EN JUIN PROCHAIN

# L'Algérie face au déficit de la main-d'œuvre qualifiée

**L'Algérie accuse un déficit important en main-d'œuvre qualifiée. Celle-ci concerne aussi bien les métiers de plombier, de chauffagiste, de technicien d'ascenseur, de plâtrier, de carreleur, de sage-femme, d'ingénieur en préparation pharmaceutique.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Le constat a été établi hier par le ministre du Travail et de la Protection sociale lors de son intervention devant les participants à la journée d'information sur la promotion de l'emploi et des nouvelles mesures incitatives en direction des employeurs. Et pour faire face à cette situation, il a été décidé de mettre en œuvre «un plan d'action», qui a pour principal objectif de «baisser le taux de chômage à moins de 10% à l'horizon 2009-2010 et à moins de 9% durant la période 2011-2013.»

Lors de sa communication, M. Tayeb Louh a réitéré les objectifs du gouvernement, à savoir «la création annuelle moyenne de 400 000 emplois dont 185 000 dans le cadre du dispositif de l'emploi de jeunes».

C'est ainsi qu'il dira «qu'à ce rythme, l'objectif fixé par le

recherche d'un emploi».

La politique mise en place par le département de la Protection sociale se résume, selon le ministre, en sept axes. Il s'agit de la «promotion de la formation qualifiante en vue de faciliter l'insertion professionnelle, l'appui à l'investissement dans le secteur économique créateur d'emploi, la promotion d'une politique d'incitation à la création d'emploi en faveur des entreprises, l'amélioration et la modernisation de la gestion du marché du travail, la création d'organes de coordination intersectorielle au niveau décisionnel, le suivi, le contrôle et l'évaluation des mécanismes de gestion du marché du travail et la promotion de l'emploi de jeunes. Cet axe est très important dans la mesure où il concerne plus de 70% des demandeurs d'emploi dans notre pays».

En d'autres termes, pour Tayeb Louh, «la stratégie en la matière vise à améliorer le recrutement durable par les entreprises des jeunes demandeurs d'emploi, ainsi

qu'un meilleur accompagnement à la création d'activité dans toutes les phases des projets initiés par les jeunes promoteurs».

Aux participants de cette journée, le ministre du Travail et de la Protection sociale rappellera les caractéristiques de cette nouvelle politique d'emploi tout en portant à leur connaissance que «L'Etat qui donne doit avoir en contrepartie un retour positif de son investissement».

«L'Etat est prêt à mettre le paquet mais attend un retour positif. L'assistanat est désormais révolu et le favoritisme est banni», ajoutera Tayeb Louh.

Cela étant, le premier responsable du Travail et de l'Emploi a conclu que l'opération de lancement de cette nouvelle politique de travail débutera à compter de juin prochain et que d'ores et déjà plus de 887 000 demandes d'emploi sont enregistrées eu niveau des différentes structures relevant de l'Agence nationale de l'emploi (Anem).

A. B.

## SOUTIEN AUX ÉLÈVES

# L'OAIC importera 300 000 tonnes d'orge

Le ministre du Commerce a annoncé, hier, que l'Office algérien interprofessionnel des céréales a été chargé d'importer «en urgence» 300 000 tonnes d'orge qui seront distribuées éleveurs.

«Un certain nombre de mesures ont été prises en conseil interministériel afin de faire face à la sécheresse. L'OAIC a été chargé d'importer 300 000 tonnes d'orge. Le prix de cet aliment sera soutenu par l'Etat. Il sera cédé à 1 550 dinars le quintal», a indiqué, hier, le ministre du Commerce en marge de la séance plénière du Conseil de la nation consacrée à la présentation du projet de loi relatif à la concurrence. Cette mesure visant à soutenir l'aliment de bétail sera appuyée par le gel de l'importation de viande ovine. «Il est vrai que les quantités de viande ovine importées sont marginales, elles ne représentent que 10 000 tonnes annuellement contre 20 000 tonnes pour la viande bovine. C'est une mesure de sauvegarde totalement autorisée à travers le monde car c'est un segment du secteur agricole qui est menacé», a indiqué El Hachemi Djaâboub en précisant que cette disposition exceptionnelle prendra fin au mois d'août prochain.

Concernant le projet de loi présenté, hier, le ministre du Commerce a indiqué que ce texte définit les attributions du Conseil de la concurrence. El Hachemi Djaâboub a, en outre, insisté sur le caractère indépendant de cette instance.

T. H.